



Paris, le 15 juin 2021

A l'attention des Maires et présidents d'intercommunalité de France,

Après de longs mois où l'urgence et l'imprévisibilité ont dominé notre quotidien, notre pays semble aujourd'hui reprendre la maîtrise sur la pandémie. Si elle est encore fragile, cette nouvelle étape constitue un réel tournant porteur d'espoir pour nos concitoyens, mais également pour l'ensemble des maires qui ont joué un rôle indispensable tout au long de cette crise. C'est pourquoi nous tenions à vous adresser personnellement un message à la fois simple et sincère : **Merci. Merci à vous et à vos équipes.**

**MERCI d'avoir préservé la cohésion sociale de notre pays**, au moment où la peur du lendemain et le creusement des inégalités mettaient à l'épreuve les conditions de notre vie commune. La connaissance fine par les maires de leur territoire a permis de maintenir un lien avec nos concitoyens les plus vulnérables et de répondre avec réactivité aux situations d'urgence.

**MERCI d'avoir maintenu la permanence des services publics essentiels.** Animés par le sens de l'intérêt général, les élus et les agents territoriaux ont garanti la continuité des services indispensables à la Nation : distribution d'eau, ramassage des déchets, accueil scolaire des publics prioritaires, ... Grâce à votre action, des milliers de travailleurs essentiels ont ainsi pu accomplir leurs missions pour le bien du pays.

**MERCI d'avoir assuré la solidité de nos institutions démocratiques dans ces temps troublés**, en redonnant toute sa valeur au mandat représentatif par votre proximité, votre disponibilité, votre pragmatisme. En affirmant majoritairement votre attachement au maintien des prochains scrutins, vous permettez en outre une respiration démocratique indispensable à la Nation.

**Si la crise a permis de mettre en lumière les forces de notre pays à travers son réseau de communes, elle a aussi mis au jour les dysfonctionnements profonds qui entravent son développement.** Durant ces longs mois de gestion de crise, vous nous avez régulièrement fait part de vos critiques et de vos propositions afin que nous tâchions d'orienter la stratégie du gouvernement. Il est désormais temps de tirer tous les enseignements de cette période et de dessiner avec vous des perspectives de long terme.

**Il nous apparaît tout d'abord indispensable d'avancer vers une plus grande décentralisation des politiques publiques.** L'État central ne peut plus faire seul, ne doit plus faire seul. Outre le transfert de nouvelles responsabilités, l'expérience des derniers mois a prouvé que laisser aux maires le soin d'adapter les décisions aux réalités locales était un gage puissant d'efficacité de l'action publique. C'est particulièrement vrai en matière de santé ou de culture, où la prise en considération des spécificités de chaque territoire et le travail d'accompagnement effectué par les maires sont des atouts précieux.

**Il conviendra également d'ouvrir rapidement le chantier du rééquilibrage des relations entre l'État et les collectivités locales, basé sur la confiance mutuelle.** Les communes ne peuvent plus accepter d'être les sous-traitantes de l'État central, comme ce fut trop souvent le cas durant cette crise. Il ne s'agit pas d'opposer l'État aux communes mais bien au contraire de définir clairement les responsabilités de chacun. C'est également vrai pour le couple maire-préfet, tant vanté ces derniers mois, qui n'est efficace que lorsqu'il se fonde sur le respect des compétences de chacun.

**Enfin, il faut sans attendre engager une négociation sur les moyens attribués aux communes pour assurer pleinement leurs missions.** A la baisse des dotations, à la disparition progressive de toute autonomie fiscale, à l'émergence de prétendus contrats qui sont autant de contraintes, s'ajoute désormais le risque de faire supporter aux finances locales un coût démesuré par rapport à leur impact sur la crise. Cette menace est d'autant plus dangereuse que les communes peuvent être les moteurs de la relance en alimentant l'économie locale. La période impose au contraire d'offrir de nouvelles libertés fiscales et financières aux communes.

Ces revendications seront au cœur de notre action et nous savons pouvoir compter sur votre précieux soutien pour faire entendre notre voix, particulièrement dans ces prochains mois qui seront décisifs pour l'avenir de la France et de ses communes.

Aussi, tenions-nous à vous assurer de notre pleine détermination et de notre fidèle dévouement au service des maires de France et de notre Association.

**André LAIGNEL**  
1er Vice-Président de l'AMF

**François BAROIN**  
Président de l'AMF